

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Décret n° 2016-152 du 11 février 2016 relatif aux centres de ressources, d'expertise et de performance sportive

NOR : VJSV1524662D

Publics concernés : *partenaires institutionnels, usagers et personnels des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive.*

Objet : *statut des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive (CREPS).*

Entrée en vigueur : *le texte entre en vigueur le 1^{er} mars 2016.*

Notice : *le décret définit le statut des CREPS, établissements publics locaux de formation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire, dont la gouvernance est partagée entre l'Etat et les régions. Le texte précise leurs missions et leur organisation administrative et financière. En particulier, les CREPS sont soumis au titre I du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Il définit les modalités d'attribution des concessions de logement pour les agents relevant de l'Etat, dans le respect des conditions fixées aux articles R. 2124-65 et R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques et selon une procédure qui tient compte du transfert à titre gratuit aux régions des biens immobiliers à compter du 1^{er} janvier 2016. Le décret organise les instances relatives au dialogue social et aux conditions de travail placées auprès des directeurs des CREPS qui intéresseront la totalité des agents affectés en établissement, qu'ils relèvent de la fonction publique de l'Etat ou de la fonction publique territoriale. A titre transitoire, les instances actuelles des CREPS sont maintenues dans l'attente de l'installation de celles résultant du nouveau statut.*

Références : *le décret est pris pour l'application de l'article 28 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Le texte, ainsi que la partie réglementaire du code du sport qu'il modifie, dans sa rédaction issue de cette modification, peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).*

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de la ville, de la jeunesse et des sports,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les livres I^{er} et III de sa quatrième partie ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment le livre I^{er} de sa deuxième partie ;

Vu le code des marchés publics, notamment ses livres III et IV ;

Vu le code de l'éducation, notamment le livre IV de sa deuxième partie ;

Vu le code du sport, notamment ses livres I^{er} et II ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 84-834 du 13 septembre 1984 modifiée relative à la limite d'âge dans la fonction publique et le secteur public, notamment ses articles 1^{er} et 7 ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 modifiée portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment ses articles 28, 114 et 133 ;

Vu le décret n° 82-447 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-397 du 3 avril 1985 modifié relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 modifié relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2011-184 du 15 février 2011 modifié relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 modifié portant réforme du régime des concessions de logements ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n° 2015-633 du 5 juin 2015 relatif aux emplois de direction des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives, de l'Ecole nationale des sports de montagne et de l'Ecole nationale de voile et des sports nautiques ;

Vu le décret n° 2015-1867 du 30 décembre 2015 relatif à l'organisation et aux compétences des services déconcentrés régionaux de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ;

Vu l'avis du Conseil national d'évaluation des normes en date du 5 novembre 2015 ;

Vu l'avis du comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés de la jeunesse et des sports en date du 27 novembre 2015 ;

Vu l'avis du conseil supérieur de la fonction publique territoriale en date du 16 décembre 2015 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'intérieur) entendu,

Décète :

Art. 1^{er}. – Le chapitre IV du titre I^{er} du livre I^{er} de la partie réglementaire du code du sport est ainsi rédigé :

« *CHAPITRE IV*

« *Les centres de ressources, d'expertise et de performance sportive*

« *Section 1*

« *Missions et dispositions générales*

« *Art. R. 114-1.* – I. – En application de l'article L. 114-1, les centres de ressources, d'expertise et de performance sportive sont des établissements publics locaux de formation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire.

« Ils exercent, au nom de l'Etat, et peuvent exercer, au nom de la région, les missions définies respectivement aux articles L. 114-2 et L. 114-3.

« II – Au titre de leurs missions nationales définies à l'article L. 114-2 :

« 1° Ils assurent, en liaison avec les fédérations sportives, la formation et la préparation des sportifs inscrits sur les listes mentionnées à l'article L. 221-2, en veillant à concilier la recherche de la performance sportive et la réussite scolaire, universitaire et professionnelle du sportif ;

« 2° Ils participent au réseau national consacré au sport de haut niveau, constitué, notamment, des autres établissements publics placés sous la tutelle du ministre chargé des sports et des structures regroupées au sein des filières d'accès au sport de haut niveau. A ce titre, ils peuvent contribuer à des travaux d'observation, de recherche ou de développement, produire et diffuser des connaissances ainsi que mener des actions en matière de relations internationales et de coopération ;

« 3° Ils assurent le fonctionnement de pôles nationaux de ressources et d'expertise portant sur des thématiques particulières dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire. Les modalités de fonctionnement et de financement de ces pôles sont fixées dans le cadre de conventions passées avec le ministre chargé des sports.

« Pour la mise en œuvre des formations mentionnées aux 3° et 4° de l'article L. 114-2 et au 4° de l'article L. 114-3, les centres peuvent passer avec les services déconcentrés de l'Etat compétents dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l'éducation populaire des conventions destinées à mobiliser des moyens propres à ces services sous l'appellation de structures associées de formation.

« *Art. R. 114-2.* – Le contrat et la convention mentionnés aux II et III de l'article L. 114-16 peuvent faire l'objet d'un contrat tripartite unique conclu entre, d'une part, l'Etat et la région et, d'autre part, le centre de ressources, d'expertise et de performance sportive.

« *Art. R. 114-3.* – La région peut confier au centre de ressources, d'expertise et de performance sportive qui lui est rattaché un mandat de délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation, au sein du centre, de travaux de construction, de reconstruction ou d'extension portant sur le patrimoine immobilier dont elle a la charge dans les conditions définies aux articles L. 114-5 et L. 114-7 du présent code.

« Section 2

« Organisation administrative

« Sous-section 1

« Le conseil d'administration

« Art. R. 114-4. – Le conseil d'administration des centres est composé de vingt membres, à l'exception des centres dont l'importance ou la spécificité, au regard notamment du nombre de leurs sites ou de leur champ d'intervention, justifie qu'ils en comptent vingt-cinq.

« Un arrêté du ministre chargé des sports fixe le nombre de membres des conseils d'administration des centres.

« Le conseil d'administration comprend, selon que l'effectif est de vingt ou de vingt-cinq membres :

« 1° Six ou sept représentants des collectivités territoriales :

« a) Le président du conseil régional de la région où se situe le siège du centre ou son représentant ;

« b) Le président du conseil départemental du département où se situe le siège du centre ou son représentant ;

« c) Le président de l'établissement public de coopération intercommunale doté d'une compétence en matière sportive ou, à défaut, le maire de la commune d'implantation du siège du centre, ou leurs représentants ;

« d) Trois ou quatre conseillers régionaux désignés par l'organe délibérant de la région, ou, si ce dernier en décide ainsi, un ou deux conseillers régionaux désignés dans les mêmes conditions et un ou deux élus d'une ou deux collectivités territoriales autres que celles où se situe le siège du centre et désignées par le même organe ;

« 2° Trois ou quatre représentants du mouvement sportif, d'associations de jeunesse et d'éducation populaire ou d'organismes partenaires du centre :

« a) Un président de fédération sportive désigné par le président du Comité national olympique et sportif français ;

« b) Le président du comité régional olympique et sportif dont le ressort territorial inclut le siège du centre ou son représentant ;

« c) Un ou deux représentants d'associations de jeunesse et d'éducation populaire ou d'organismes partenaires du centre ;

« 3° Deux ou trois personnalités qualifiées désignées par le président du conseil régional, dont un chef d'entreprise ou cadre dirigeant d'entreprise ;

« 4° Cinq ou six représentants du personnel, des sportifs et des stagiaires élus au sein du centre :

« a) Un représentant des personnels pédagogiques ;

« b) Un ou deux représentants des personnels administratifs et des personnels médicaux et paramédicaux ;

« c) Un représentant des personnels ouvriers, techniques et de service ;

« d) Un représentant des sportifs accueillis dans le centre ;

« e) Un représentant des stagiaires en formation ;

« 5° Quatre ou cinq représentants de l'Etat :

« a) Le directeur régional en charge de la jeunesse et des sports de la région où se situe le siège du centre ou son représentant ;

« b) Le recteur de la région académique où se situe le siège du centre ou son représentant ;

« c) Deux ou trois autres agents de l'Etat exerçant les missions définies à l'article L. 131-12, dont au moins un conseiller technique sportif affecté à la direction régionale chargée des sports couvrant le territoire d'implantation du centre ;

« Les membres mentionnés au d du 1° sont désignés en leur sein par l'assemblée délibérante de la collectivité dont ils relèvent. Il est procédé à une nouvelle désignation à la suite de chaque renouvellement de cette assemblée délibérante.

« Les membres mentionnés au d du 1°, aux a et c du 2°, au 3° et au c du 5° sont nommés par arrêté du ministre chargé des sports.

« Les membres mentionnés au 3° ne peuvent détenir un mandat de conseiller régional.

« Pour chacun des membres titulaires, à l'exception des membres mentionnés au 1°, au b du 2°, au 3° et aux a et b du 5°, un suppléant est désigné dans les mêmes conditions, sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant.

« Le suppléant du président de fédération sportive est soit un président de fédération sportive, soit un membre d'une instance dirigeante de fédération sportive.

« Les membres mentionnés au d du 1° et au 3°, empêchés d'assister à une séance du conseil d'administration, peuvent donner pouvoir à un autre membre du conseil. Nul ne peut détenir plus de deux pouvoirs.

« Art. R. 114-5. – Les élections au conseil d'administration des membres mentionnés au 4° de l'article R. 114-4 ont lieu au scrutin uninominal à un tour. Chaque candidature est accompagnée de celle d'un suppléant.

« En cas d'égalité du nombre de suffrages obtenus, le candidat le plus âgé est élu.

« Le vote peut avoir lieu par correspondance ou par procuration.

« Un arrêté du ministre chargé des sports précise les conditions d'exercice du droit de suffrage et d'éligibilité et les règles applicables au déroulement des scrutins.

« *Art. R. 114-6.* – Le président du conseil d'administration est nommé par arrêté du ministre chargé des sports parmi les personnalités qualifiées mentionnées au 3° de l'article R. 114-4, sur proposition du président du conseil régional.

« La limite d'âge qui lui est opposable au moment de sa nomination est fixée à soixante-huit ans.

« En cas d'empêchement du président, le conseil d'administration se réunit sous la présidence d'un des membres du conseil d'administration, désigné par le conseil d'administration, en priorité parmi les membres mentionnés au 3° de l'article R. 114-3 et à défaut, parmi les autres membres du conseil d'administration. Les modalités de cette désignation sont précisées dans le règlement intérieur du conseil d'administration.

« *Art. R. 114-7.* – La durée du mandat des membres du conseil d'administration autres que les membres de droit est de quatre ans renouvelables.

« Le mandat de ces membres commence le jour de la première réunion qui suit le renouvellement du conseil d'administration.

« La perte de la qualité au titre de laquelle un membre a été nommé ou élu entraîne sa démission de plein droit du conseil d'administration.

« En cas de vacance du siège d'un membre du conseil d'administration, survenant plus de six mois avant l'expiration de son mandat, un autre membre est nommé dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir, à l'exception des membres élus qui sont remplacés par leur suppléant jusqu'à la fin du mandat détenu par le titulaire.

« En cas de vacance du siège d'un membre élu résultant du départ du membre titulaire et de son suppléant, il est procédé à une élection partielle dans les conditions prévues à l'article R. 114-5 afin de pourvoir le siège vacant pour la durée du mandat restant à courir.

« Un membre élu ne peut siéger qu'au titre d'une seule catégorie.

« Un membre du conseil d'administration ne peut prendre part aux délibérations dans lesquelles ses intérêts personnels, professionnels ou financiers sont engagés.

« Le ministre chargé des sports peut proroger le mandat de l'ensemble des membres du conseil d'administration pour une durée maximale d'un an.

« *Art. R. 114-8.* – Les membres du conseil d'administration exercent leurs fonctions à titre gratuit. Toutefois, leurs frais de déplacement sont pris en charge dans les conditions prévues par la réglementation applicable aux personnels civils de l'Etat et par la réglementation applicable aux personnels des collectivités locales s'agissant des membres mentionnés au 1° de l'article R. 114-4.

« *Art. R. 114-9.* – Le conseil d'administration se réunit au moins deux fois par an sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

« Il peut également être convoqué par le directeur à la demande du ministre chargé des sports ou du président du conseil régional ou de la majorité de ses membres, sur un ordre du jour déterminé.

« L'ordre du jour du conseil d'administration et les documents s'y rapportant sont communiqués aux membres du conseil au moins huit jours à l'avance.

« Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

« Si ce quorum n'est pas atteint, le conseil d'administration est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de vingt-et-un jours. Il délibère alors valablement, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

« Les délibérations du conseil d'administration sont prises à la majorité des membres présents ou représentés, sous réserve de l'alinéa suivant.

« En application du 2° du II de l'article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, les délibérations du conseil d'administration relatives aux matières mentionnées au 10° de l'article R. 114-10, qui portent sur une baisse du barème des prestations servies par le centre, sont prises à une majorité qualifiée des membres présents ou représentés comportant au moins la majorité des voix des représentants de la région.

« En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

« Les présidents des conseils départementaux des départements où se situent des sites du centre, autres que celui où se situe le siège du centre, ou leurs représentants, assistent au conseil d'administration avec voix consultative.

« Les présidents des établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une compétence en matière sportive des lieux d'implantation des sites autres que le siège du centre, ou à défaut les maires des communes concernées, ou leurs représentants, assistent au conseil d'administration avec voix consultative.

« Le directeur, le ou les directeurs adjoints, l'agent comptable ainsi que toute personne dont la présence est jugée utile par le président, assistent aux séances avec voix consultative.

« *Art. R. 114-10.* – Le conseil d'administration règle, par ses délibérations, les affaires du centre de ressources, d'expertise et de performance sportive.

« Ses délibérations portent notamment sur :

« 1° Le projet d'établissement ;

« 2° Le contrat et la convention mentionnés aux II et III de l'article L. 114-16 ;

« 3° Le rapport annuel d'activité établi par le directeur ;

- « 4° L'organisation du centre et son règlement intérieur ;
 - « 5° Le budget initial, les budgets modificatifs, le cas échéant les budgets annexes, les autorisations d'emploi pour l'exercice, accompagnés de leurs notes de présentation ;
 - « 6° Le compte financier et l'affectation des résultats de l'exercice, accompagnés des rapports de l'ordonnateur et de l'agent comptable ;
 - « 7° Les admissions en non-valeur et les remises gracieuses, sous réserve de l'article R. 114-31 ;
 - « 8° Les contrats, conventions ou marchés ;
 - « 9° Les conditions générales de vente des produits et services fournis par l'établissement ;
 - « 10° Le barème de tarification des prestations proposées par le centre ;
 - « 11° L'acceptation ou le refus des dons et legs ;
 - « 12° Les acquisitions, aliénations ou échanges d'immeubles, les baux emphytéotiques ;
 - « 13° La participation à des groupements d'intérêt public ;
 - « 14° L'acquisition ou la cession des valeurs mobilières ;
 - « 15° Les dépôts de marques, brevets et de tous titres de propriété intellectuelle ;
 - « 16° Les conditions générales de recrutement, d'emploi et de rémunération des agents contractuels rémunérés sur le budget du centre ;
 - « 17° Les actions en justice et les transactions, ainsi que le recours à l'arbitrage en cas de litiges nés de l'exécution de contrats passés avec des organismes étrangers ;
 - « 18° Les propositions d'attribution des concessions de logement, prévues à l'article R. 114-52 ;
 - « 19° La création du comité technique et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail dans les conditions prévues aux articles R. 114-58 et R. 114-69 ;
 - « 20° Les propositions de rattachement au service compétent en matière d'inspection de la santé et de la sécurité au travail, prévues à l'article R. 114-75 ;
 - « 21° Son propre règlement intérieur.
- « Dans les limites qu'il détermine, le conseil d'administration peut déléguer au directeur les attributions prévues aux 8°, 11° et 17°.
- « Une délibération prévoit le champ de cette délégation ainsi que sa durée.
- « Le directeur rend compte au conseil d'administration, lors de sa plus prochaine séance, des décisions qu'il a prises en vertu de sa délégation.

« *Sous-section 2*

« *Le directeur du centre de ressources, d'expertise et de performance sportive*

- « *Art. R. 114-11.* – Les centres sont dirigés par un directeur assisté par un ou plusieurs directeurs adjoints, nommés dans les conditions fixées par le deuxième alinéa de l'article L. 114-11 et le décret n° 2015-633 du 5 juin 2015 relatif aux emplois de direction des centres de ressources, d'expertise et de performance sportives, de l'École nationale des sports de montagne et de l'École nationale de voile et des sports nautiques.
- « Le nombre de directeurs adjoints est précisé, pour chaque centre, par arrêté du ministre chargé des sports.
- « En cas de vacance ou d'empêchement du directeur, le ministre chargé des sports désigne d'urgence, après consultation du président du conseil régional, une personne chargée des fonctions de directeur du centre par intérim.
- « *Art. R. 114-12.* – Le directeur assure le bon fonctionnement de l'établissement.
- « A ce titre, il exerce notamment les compétences suivantes :
- « 1° Il prépare les travaux du conseil d'administration et notamment le projet de budget de l'établissement, en fonction des orientations fixées par l'Etat et des orientations relatives à l'équipement et au fonctionnement fixées par la région de rattachement, dans la limite des ressources dont dispose l'établissement, telles que définies au III de l'article R. 114-20.
- « A cet effet, il communique avant le 30 septembre à la région de rattachement et au directeur régional en charge de la jeunesse et des sports le montant prévisionnel des ressources et des dépenses du centre pour l'exercice suivant, en distinguant pour ces dernières celles à la charge de l'Etat et celles à la charge de la région ;
- « 2° Il exécute les délibérations du conseil d'administration et notamment le budget adopté par le conseil d'administration, dans les conditions fixées aux articles L. 421-11 à L. 421-13 du code de l'éducation et à l'article L. 114-13 du code du sport ;
- « 3° Il est ordonnateur des dépenses et des recettes de l'établissement ;
- « 4° Il prépare le règlement intérieur du centre et veille à sa mise en œuvre ;
- « 5° Il est responsable de la gestion pédagogique, administrative, technique, immobilière et financière de l'établissement ;
- « 6° Il recrute les agents non titulaires rémunérés sur le budget du centre ;
- « 7° Il prépare, signe et assure le suivi du contrat et de la convention mentionnés aux II et III de l'article L. 114-16 ;
- « 8° Il a autorité sur l'ensemble des personnes exerçant leur activité dans l'établissement, dans le respect de leur statut et sous réserve des dispositions de la convention mentionnée au dernier alinéa du III de l'article L. 114-16 ;

« 9° Il nomme à toutes les fonctions de l'établissement pour lesquelles aucune autre autorité n'a reçu le pouvoir de nomination ;

« 10° Il prend toutes dispositions, en liaison avec les autorités administratives compétentes, pour assurer la sûreté et la sécurité des personnes et des biens, l'hygiène et la salubrité ;

« 11° Il exerce le pouvoir disciplinaire dans les conditions fixées à l'article R. 114-15 ;

« 12° Il arrête la liste des sportifs admis dans le centre ;

« 13° Dans les limites prévues par la délégation du conseil d'administration, il conclut tout contrat ou convention au nom de l'établissement et exerce le pouvoir adjudicateur en matière de marchés ;

« 14° Il transmet les actes du centre selon les modalités fixées aux articles R. 114-13, R. 114-17, R. 114-18, R. 114-37, R. 114-53 et R. 114-75.

« Le directeur rend compte de sa gestion au conseil d'administration. Il en informe la région de rattachement du centre ainsi que le ministre chargé des sports.

« Le directeur représente le centre de ressources, d'expertise et de performance sportive en justice et à l'égard des tiers dans les actes de la vie civile.

« Il peut, dans les conditions qu'il détermine et, s'agissant des compétences qui lui sont déléguées par le conseil d'administration, avec l'accord de celui-ci, déléguer sa signature à ses adjoints ou à d'autres fonctionnaires ou agents publics placés sous son autorité. Il en assure la publicité au sein du centre.

« *Art. R. 114-13.* – En application de l'article L. 114-14, le directeur transmet les actes du centre conformément aux dispositions suivantes.

« I. - Les actes correspondant aux missions exercées par le centre au nom de l'Etat dont le caractère exécutoire est, en application du I de l'article L. 114-14, subordonné à leur transmission au ministre chargé des sports sont :

« 1° Les délibérations du conseil d'administration relatives :

« a) Au projet d'établissement ;

« b) Au règlement intérieur du centre ;

« c) Aux conditions générales de recrutement, d'emploi et de rémunération des agents contractuels rémunérés sur le budget du centre ;

« d) A la création du comité technique d'établissement et du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ;

« 2° Les décisions du directeur relatives au recrutement des agents non titulaires rémunérés sur le budget du centre, à l'exception de celles prises pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité ;

« Ces actes deviennent exécutoires quinze jours après leur transmission, sous réserve que, dans ce délai, le ministre chargé des sports n'y a pas fait opposition pour les raisons et dans les conditions mentionnées au I de l'article L. 114-14.

« II. - Sous réserve des dispositions des articles R. 114-17 et R. 114-18, les actes relatifs au fonctionnement du centre qui, pour devenir exécutoires en application du II de l'article L. 114-14, doivent être transmis au représentant de l'Etat ou, par délégation de celui-ci, au directeur régional en charge de la jeunesse et des sports sont :

« 1° Les délibérations du conseil d'administration relatives :

« a) A la passation des contrats, conventions et marchés, des baux emphytéotiques ;

« b) Aux tarifs des services et aux produits prévus au 1° du III de l'article R. 114-20 ;

« Ces délibérations deviennent exécutoires quinze jours après leur transmission ;

« 2° Les décisions du directeur relatives :

« a) Aux contrats, conventions et marchés comportant des incidences financières, à l'exception des marchés passés selon une procédure adaptée en raison de leur montant conformément aux dispositions de l'article 28 du code des marchés publics ;

« b) Au recours à l'arbitrage en cas de litiges nés de l'exécution de contrats passés avec des organismes étrangers par délégation du conseil d'administration.

« Ces décisions deviennent exécutoires dès leur transmission.

« *Sous-section 3*

« *Le conseil de la vie du sportif et du stagiaire*

« *Art. R. 114-14.* – Le conseil de la vie du sportif et du stagiaire est composé, selon les modalités fixées dans le règlement intérieur du centre, de onze ou douze membres répartis comme suit :

« 1° Le directeur, président du conseil, ou son représentant et deux autres agents de l'établissement désignés par le directeur ;

« 2° Les cinq ou six membres élus mentionnés au 4° de l'article R. 114-4 ;

« 3° Un membre désigné par le directeur parmi les entraîneurs des pôles implantés dans l'établissement ;

« 4° Deux personnalités qualifiées extérieures à l'établissement désignées par le directeur.

« Le conseil de la vie du sportif et du stagiaire propose au directeur toute mesure de nature à favoriser les activités sportives, culturelles, sociales ou associatives des sportifs et des stagiaires. Il est également consulté sur les conditions de vie et d'entraînement au sein de l'établissement.

« Il se réunit au moins une fois par an sur convocation du directeur qui fixe l'ordre du jour. Il peut être également réuni à la demande de la majorité de ses membres en exercice, sur un ordre du jour déterminé.

« L'ordre du jour et les documents s'y rapportant sont communiqués aux membres du conseil au moins huit jours à l'avance.

« Le conseil de la vie du sportif et du stagiaire ne peut valablement rendre son avis que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés.

« Si ce quorum n'est pas atteint, il est à nouveau convoqué avec le même ordre du jour dans un délai maximum de vingt-et-un jours. Il rend alors valablement son avis, quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

« Les avis du conseil de la vie du sportif et du stagiaire sont pris à la majorité des membres présents ou représentés.

« En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

« Sous-section 4

« Le conseil de la vie du sportif et du stagiaire en formation disciplinaire

« Art. R. 114-15. – La formation disciplinaire du conseil de la vie du sportif et du stagiaire est constituée des membres de ce conseil à l'exclusion des personnalités qualifiées extérieures à l'établissement.

« Elle est soumise aux mêmes règles de quorum et d'adoption de ses avis que le conseil siégeant en formation plénière.

« Le directeur du centre peut, après consultation du conseil de la vie du sportif et du stagiaire siégeant en formation disciplinaire, prononcer une sanction disciplinaire contre tout sportif ou stagiaire ayant contrevenu aux règles de fonctionnement de l'établissement fixées dans le règlement intérieur du centre.

« Les sanctions disciplinaires sont :

« 1° L'avertissement ;

« 2° Le blâme ;

« 3° L'exclusion pour une durée déterminée ;

« 4° L'exclusion définitive.

« Le conseil de la vie du sportif et du stagiaire siégeant en formation disciplinaire est convoqué par le directeur dans les conditions fixées par le règlement intérieur. Il entend le sportif ou le stagiaire à l'encontre duquel une sanction est envisagée, assisté s'il est mineur de son représentant légal et, quel que soit son âge, d'un ou plusieurs conseils de son choix.

« Le directeur peut prononcer seul les sanctions disciplinaires mentionnées aux 1° et 2°, éventuellement associées à des mesures éducatives.

« En cas de nécessité, le directeur peut, à titre conservatoire, interdire l'accès de l'établissement à un sportif ou à un stagiaire en attendant la consultation de celui-ci devant le conseil de discipline. S'il est mineur, le sportif ou le stagiaire est, dans ce cas, remis à sa famille ou à la personne qui exerce à son égard l'autorité parentale ou la tutelle. Cette mesure ne présente pas le caractère de sanction.

« Section 3

« Organisation financière

« Art. R. 114-16. – Sous réserve des dispositions de la présente section, les centres de ressources, d'expertise et de performance sportive sont soumis, en ce qui concerne leur régime financier et comptable, aux dispositions du titre I du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

« Art. R. 114-17. – Le projet de budget du centre est préparé par le directeur qui le transmet à la région et au directeur régional en charge de la jeunesse et des sports. Il doit être soumis au vote du conseil d'administration et adopté en équilibre réel dans le délai de trente jours suivant la notification de la participation de la région.

« Sans préjudice du contrôle de légalité exercé par le représentant de l'Etat, le budget devient exécutoire dans un délai de trente jours à compter de la dernière date de réception par chacune des deux autorités mentionnées au premier alinéa, sauf si la région ou le directeur régional en charge de la jeunesse et des sports a fait connaître son désaccord motivé. Dans ce cas, ou lorsque le budget n'est pas adopté dans les trente jours suivant la notification de la participation de la région, il est fait application de la procédure prévue aux *e* et *f* de l'article L. 421-11 du code de l'éducation, sous réserve du second alinéa de l'article L. 114-13 du présent code.

« Le budget, dès qu'il est adopté ou réglé, est transmis à l'agent comptable.

« Art. R. 114-18. – En cours d'exercice, le directeur propose les modifications éventuelles à apporter au budget. Celles-ci donnent lieu à des budgets modificatifs.

« Les budgets modificatifs sont adoptés dans les mêmes conditions que le budget initial. Ils deviennent exécutoires dans un délai de quinze jours à compter de la dernière date de réception par les deux autorités mentionnées au premier alinéa de l'article R. 114-17, sauf si l'une ou l'autre a fait connaître son désaccord motivé.

« *Art. R. 114-19.* – Lorsqu’il est fait application du premier alinéa de l’article L. 1612-1 du code général des collectivités territoriales dans le cas où le budget du centre n’a pas été adopté avant le 1^{er} janvier de l’exercice auquel il s’applique, le directeur peut, jusqu’à l’adoption de ce budget, mettre en recouvrement les recettes et engager les dépenses de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l’année précédente.

« *Art. R. 114-20.* – I. – Le budget est élaboré en tenant compte notamment du projet d’établissement, du contrat d’objectifs et de performance conclu avec l’Etat, ainsi que de la convention d’objectifs et de moyens passée avec la région.

« II. – Les crédits inscrits au budget sont présentés sous la forme de trois enveloppes regroupant :

« 1^o Les dépenses de personnel qui comprennent :

« a) Les rémunérations d’activité ;

« b) Les cotisations et contributions sociales ;

« c) Les prestations sociales et allocations diverses ;

« 2^o Les dépenses de fonctionnement et d’intervention ;

« 3^o Les dépenses d’investissement.

« Le cas échéant, sur décision de l’organe délibérant, les dépenses d’intervention peuvent faire l’objet d’une enveloppe distincte.

« Ces crédits sont limitatifs. Ils sont spécialisés par enveloppe mentionnée ci-dessus.

« III. – Les ressources du centre comprennent notamment :

« 1^o Des ressources propres, notamment les dons et legs, les contributions des collectivités publiques versées au titre des prestations réalisées par le centre, le produit de la vente des services, de la taxe d’apprentissage, des conventions de formation professionnelle et le produit de l’aliénation des biens propres, ainsi que les ressources provenant des prestations du service de restauration et d’hébergement ;

« 2^o La subvention de l’Etat au titre des dépenses dont il a la charge en application de l’article L. 114-4 ;

« 3^o La subvention de la région versée au titre des dépenses dont elle a la charge en application des dispositions de l’article L. 114-5 et du 2^o du II de l’article 133 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

« 4^o Toute autre contribution d’une collectivité publique ;

« 5^o Toute recette autorisée par les lois et règlements.

« *Art. R. 114-21.* – Lorsqu’un centre de formation des apprentis au sens de l’article R. 431-1 du code de l’éducation est créé au sein de l’établissement, les ressources et les dépenses de ce centre de formation sont retracées dans un budget annexe.

« *Art. R. 114-22.* – Pour chaque centre de ressources, d’expertise et de performance sportive, il est établi un document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel, qui décrit :

« 1^o Les prévisions d’entrée et de sortie, dans le courant de l’année, d’une part des personnels rémunérés par le centre, d’autre part des personnels affectés en fonctions au sein du centre sans être rémunérés par lui ;

« 2^o Les prévisions de consommation, dans le courant de l’année, des autorisations d’emplois ;

« 3^o Les prévisions de dépenses de personnel.

« Le document prévisionnel de gestion des emplois et des crédits de personnel est établi par l’ordonnateur et transmis au directeur régional en charge de la jeunesse et des sports, avant l’envoi du projet de budget initial aux membres du conseil d’administration. Il est également transmis pour information au président du conseil régional. Un arrêté des ministres chargés du budget, de l’intérieur et des sports précise le contenu du document, ses conditions d’élaboration, d’actualisation et de transmission.

« *Art. R. 114-23.* – I. – Le comptable public du centre porte le titre d’agent comptable. Il peut exercer, à la demande du directeur, les fonctions de chef des services financiers. Il peut effectuer à ce titre, par dérogation à l’article 9 du décret du 7 novembre 2012 précité et dans les limites fixées par arrêté du ministre chargé du budget, des tâches relevant de l’ordonnateur.

« II. – L’agent comptable est nommé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre chargé des sports après information de la région. En application de l’article 14 du décret du 7 novembre 2012 précité, il prête serment devant la chambre régionale des comptes.

« *Art. R. 114-24.* – L’agent comptable est assujéti à la constitution d’un cautionnement dont le montant est fixé par arrêté du ministre chargé du budget.

« *Art. R. 114-25.* – L’agent comptable tient la comptabilité générale dans les conditions définies par le plan comptable applicable au centre.

« Lorsqu’il ne peut tenir lui-même la comptabilité matière, il en exerce le contrôle. Les instructions données à ce sujet au préposé doivent avoir recueilli l’accord de l’agent comptable qui demande qu’il soit procédé à l’inventaire annuel des stocks.

« En cas de perte, de destruction ou de vol des justifications remises à l’agent comptable, le directeur pourvoit à leur remplacement en établissant un certificat visé par le directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques territorialement compétent.

« *Art. R. 114-26.* – Lorsqu’il est fait application de l’article L. 1617-3 du code général des collectivités territoriales, et qu’il a requis l’agent comptable de payer, le directeur en rend compte au conseil d’administration, à la région et au directeur régional en charge de la jeunesse et des sports. L’agent comptable en rend compte au directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques territorialement compétent qui transmet l’ordre de réquisition à la chambre régionale des comptes.

« *Art. R. 114-27.* – En cas de décès ou d’empêchement du comptable, le directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques territorialement compétent désigne d’urgence, avec l’agrément du directeur, un agent comptable intérimaire. Le directeur rend compte immédiatement au ministre chargé des sports et au ministre chargé du budget de l’installation de l’agent comptable intérimaire.

« *Art. R. 114-28.* – Les recettes du centre sont liquidées par l’ordonnateur sur les bases fixées par la loi, les règlements, les décisions de justice et les conventions.

« Les produits attribués au centre avec une destination déterminée, les subventions des organismes publics ou privés, les dons et legs doivent conserver leur affectation. Toutefois, la réduction ou la modification de l’affectation des charges résultant de dons et legs peuvent être prononcées dans les conditions prévues par les lois et règlements.

« Dans les mêmes conditions, la périodicité des attributions prévues par le disposant ou le groupement en une seule attribution des revenus provenant de libéralités assorties de charges analogues peut être autorisé.

« *Art. R. 114-29.* – Les ordres de recettes sont établis par l’ordonnateur et remis à l’agent comptable qui les prend en charge et les notifie aux débiteurs.

« Tous les droits acquis au cours d’un exercice doivent faire l’objet d’un ordre de recettes au titre de cet exercice.

« L’ordonnateur est autorisé, dans les conditions prévues à l’article L. 1611-5 du code général des collectivités territoriales, à ne pas émettre les ordres de recettes correspondant aux créances dont le montant initial en principe est inférieur au minimum fixé par l’article D. 1611-1 du même code.

« *Art. R. 114-30.* – Les créances du centre qui n’ont pu être recouvrées à l’amiable font l’objet d’états rendus exécutoires par l’ordonnateur.

« Les états exécutoires peuvent être notifiés aux débiteurs par lettre recommandée avec demande d’avis de réception. Leur recouvrement est poursuivi jusqu’à opposition devant la juridiction compétente.

« L’agent comptable procède aux poursuites. Celles-ci peuvent, si la créance est l’objet d’un litige, être suspendues sur ordre écrit de l’ordonnateur.

« *Art. R. 114-31.* – Les créances du centre peuvent faire l’objet :

« 1° Soit d’une remise gracieuse, en cas de gêne des débiteurs ;

« 2° Soit d’une admission en non-valeur, en cas d’insolvabilité des débiteurs.

« La décision de remise est prise par le conseil d’administration après avis conforme de l’agent comptable, sauf lorsqu’elle concerne une dette de l’agent comptable, ou par l’ordonnateur dans le cas où la créance est inférieure au seuil fixé par le conseil d’administration.

« *Art. R. 114-32.* – L’ordonnateur du centre et ses délégués ont seuls qualité pour procéder à l’engagement des dépenses.

« *Art. R. 114-33.* – Les marchés de travaux, de fournitures et de service sont passés conformément aux dispositions du code des marchés publics applicables aux collectivités territoriales et aux établissements publics locaux.

« *Art. R. 114-34.* – Toutes les dépenses doivent être liquidées et ordonnancées au cours de l’exercice auquel elles se rattachent.

« *Art. R. 114-35.* – Les ordres de dépenses établis par l’ordonnateur dans les conditions prévues à l’article 32 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique sont transmis, accompagnés des pièces justificatives, à l’agent comptable qui les prend en charge et procède à leur règlement.

« La liste des pièces justificatives que l’agent comptable peut exiger est fixée par l’article D. 1617-19 du code général des collectivités territoriales.

« *Art. R. 114-36.* – Les fonds du centre sont déposés chez un comptable de la direction générale des finances publiques.

« Lorsque les fonds du centre proviennent d’excédents d’exercices antérieurs, de libéralités, du produit de l’aliénation d’un élément du patrimoine ou d’annuités d’amortissement momentanément inutilisés, ils peuvent être placés en valeurs du Trésor ou en valeurs garanties par l’Etat.

« Ces placements font l’objet de prévisions ou d’autorisations budgétaires.

« Toutefois, les placements en valeurs du Trésor à court terme peuvent être autorisés par décision de l’ordonnateur visée par le directeur régional des finances publiques territorialement compétent.

« *Art. R. 114-37.* – A la fin de chaque exercice, l’agent comptable en fonction prépare le compte financier du centre pour l’exercice écoulé.

« Le compte financier comprend :

« a) La balance définitive des comptes ;

« b) Le développement, par compte, des dépenses et des recettes ;

« c) Le tableau récapitulatif de l’exécution du budget ;

« d) Les documents de synthèse comptable ;

« e) La balance des comptes des valeurs inactives.

« Le compte financier est visé par l'ordonnateur qui certifie que le montant des ordres de dépenses et des ordres de recettes est conforme à ses écritures.

« Avant l'expiration du quatrième mois suivant la clôture de l'exercice, le conseil d'administration arrête le compte financier après avoir entendu l'agent comptable.

« Le compte financier, accompagné éventuellement des observations du conseil d'administration et de celles de l'agent comptable, est transmis par le directeur du centre à la région et au directeur régional en charge de la jeunesse et des sports dans les trente jours suivant son adoption. Le compte financier est également transmis dans les mêmes délais au ministre chargé des sports pour information.

« Avant l'expiration du sixième mois suivant la clôture de l'exercice, l'agent comptable adresse le compte financier et les pièces annexes nécessaires à la chambre régionale des comptes territorialement compétente.

« Art. R. 114-38. – Le contrôle de la gestion des agents comptables est assuré par le directeur départemental ou, le cas échéant, régional des finances publiques territorialement compétent.

« Les agents comptables sont, en outre, soumis aux vérifications de l'inspection générale des finances et éventuellement des corps de contrôle compétents.

« Art. R. 114-39. – Des régies d'avances et des régies de recettes peuvent être créées auprès des centres. Les régisseurs sont nommés par décision du directeur après agrément de l'agent comptable. Les fonctions de régisseurs d'avances et de régisseurs de recettes peuvent être confiées à un même agent. Les régisseurs sont soumis au contrôle de l'agent comptable.

« Art. R. 114-40. – Le ministre chargé du budget, le ministre de l'intérieur et le ministre chargé des sports fixent conjointement :

« a) Le plan comptable des centres après avis de l'autorité chargée des normes comptables ;

« b) La présentation du budget et des états annexes ;

« c) La liste et la présentation des livres, registres et documents à tenir par le directeur, par l'agent comptable et le ou les comptables matière ;

« d) La présentation du compte financier.

« Art. R. 114-41. – Dans chaque centre est mis en place un dispositif de contrôle interne budgétaire et de contrôle interne comptable.

« Section 4

« Concessions de logement accordées aux agents de l'Etat

« Art. R. 114-42. – Dans les immeubles des centres dont la région a la charge en application des articles L. 114-5 et L. 114-7 du présent code, des concessions de logement sont attribuées par la région aux personnels de l'Etat dans les conditions fixées par la présente section.

« Art. R. 114-43. – Les concessions de logement sont attribuées par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreinte, selon les conditions fixées au premier alinéa de l'article R. 2124-65 et aux premier et deuxième alinéas de l'article R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques et par la présente section.

« Art. R. 114-44. – Selon les critères fixés à l'article R. 2124-65 du code général de la propriété des personnes publiques, sont logés par nécessité absolue de service les personnels de l'Etat appartenant aux catégories suivantes :

« a) Agents de direction, de gestion, personnels techniques et pédagogiques, personnels médicaux et paramédicaux, dans les conditions définies à l'article R. 114-45 ;

« b) Personnels techniciens, ouvriers et de service, dans les conditions définies à l'article R. 114-46.

« Art. R. 114-45. – Le nombre des agents mentionnés au a de l'article R. 114-44 et logés par nécessité absolue de service est déterminé, selon l'importance et la spécificité des centres et les fonctions exercées par les agents, conformément aux dispositions fixées par un arrêté du ministre chargé des sports après avis du président de la région concernée.

« Art. R. 114-46. – Le nombre des agents mentionnés au b de l'article R. 114-44 et logés par nécessité absolue de service est déterminé, selon l'importance et la spécificité des centres et les fonctions exercées par les agents, conformément aux dispositions de l'arrêté mentionné à l'article R. 114-45.

« Art. R. 114-47. – Selon les critères fixés à l'article R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques, peuvent être logés par convention d'occupation précaire avec astreinte, dans la limite des logements disponibles après application des articles R. 114-44, R. 114-45 et R. 114-46 du présent code, les agents occupant les emplois dont la liste est proposée par le conseil d'administration du centre sur rapport du directeur dans les conditions fixées à l'article R. 114-52.

« Art. R. 114-48. – Lorsque tous les besoins résultant des considérations de service ont été satisfaits, le conseil d'administration du centre, sur le rapport du directeur, émet des propositions sur l'attribution des logements demeurés vacants. La région de rattachement peut accorder à des agents de l'Etat, en raison de leurs fonctions, des conventions d'occupation précaire sans astreinte de ces logements moyennant un loyer qu'elle détermine.

« Art. R. 114-49. – Seules les concessions de logement accordées par nécessité absolue de service comportent la gratuité du logement nu.

« Les charges liées à la fourniture des fluides et autres prestations accessoires sont soit supportées directement par l'agent, soit remboursées à l'organisme qui en a fait l'avance.

« Les conventions d'occupation précaire avec ou sans astreinte ne comportent aucune prestation accessoire gratuite.

« Art. R. 114-50. – La région de rattachement fixe chaque année le taux d'actualisation de la valeur des prestations accessoires mentionnées à l'article R. 114-49 pour chacune des catégories d'agents mentionnés à l'article R. 114-44.

« Art. R. 114-51. – En cas de convention d'occupation précaire avec astreinte, la redevance prévue à l'article R. 2124-68 du code général de la propriété des personnes publiques est déterminée, modifiée ou révisée par la région de rattachement du centre.

« Art. R. 114-52. – Sur le rapport du directeur du centre, le conseil d'administration propose à la région les emplois dont les titulaires bénéficient d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec ou sans astreinte, la situation et la consistance des locaux concédés ainsi que les conditions financières de chaque concession.

« Art. R. 114-53. – Avant de transmettre les propositions du conseil d'administration mentionnées à l'article R. 114-52, le directeur recueille l'avis du directeur départemental des finances publiques sur leur nature et leurs conditions financières. Il soumet ensuite ces propositions, assorties de l'avis du directeur départemental des finances publiques, à la région et en informe le ministre chargé des sports.

« La région délibère sur ces propositions. Le président du conseil régional accorde, par arrêté, les concessions de logement par nécessité absolue de service ou par convention d'occupation précaire avec astreinte telles qu'elles ont été fixées par la délibération de la région. Il signe également les conventions d'occupation précaire sans astreinte.

« Toute modification dans la nature ou la consistance d'une concession fait l'objet d'un arrêté pris dans les mêmes conditions.

« Art. R. 114-54. – La durée des concessions de logement est limitée à celle de l'exercice des fonctions au titre desquelles les bénéficiaires les ont obtenues.

« Art. R. 114-55. – La concession de logement par nécessité absolue de service ou la convention d'occupation précaire avec ou sans astreinte prend fin en cas d'aliénation, de nouvelle affectation ou de désaffectation du logement. L'occupant du logement en est informé au moins trois mois à l'avance.

« La concession de logement par nécessité absolue de service ou la convention d'occupation précaire avec ou sans astreinte prend également fin si le bénéficiaire ne s'acquitte pas de ses obligations financières ou, sur proposition du ministre chargé des sports, lorsque le bénéficiaire ne jouit pas des locaux paisiblement et raisonnablement.

« Lorsque la concession ou la convention d'occupation vient à expiration pour quelque cause que ce soit, le bénéficiaire doit quitter les lieux dans le délai qui lui est imparti conjointement par le ministre chargé des sports et la région, sous peine d'être astreint à payer une redevance fixée et majorée dans les conditions définies par l'article R. 2124-74 du code général de la propriété des personnes publiques. Il est susceptible de faire l'objet d'une mesure d'expulsion.

« Art. R. 114-56. – Tout centre créé depuis le 1^{er} mars 2016 doit comporter des concessions de logement déterminées conformément aux dispositions de la présente section.

« Section 5

« Instances relatives au dialogue social et aux conditions de travail et conditions d'exercice du droit syndical

« Sous-section 1

« Le comité technique d'établissement et les autres instances relatives au dialogue social

« Art. R. 114-57. – Les dispositions du décret n° 2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat sont applicables aux centres de ressources, d'expertise et de performance sportive, sous réserve des dispositions de la présente sous-section.

« Art. R. 114-58. – Par délibération du conseil d'administration, il est créé au sein de chaque centre de ressources, d'expertise et de performance sportive un comité technique d'établissement placé auprès du directeur du centre.

« Art. R. 114-59. – Le comité technique comprend le directeur, un représentant de la région désigné par le président du conseil régional, le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines et des représentants du personnel.

« Les représentants du personnel sont élus dans les conditions prévues aux deuxième et troisième alinéas de l'article 13 du décret du 15 février 2011 précité.

« Le nombre de représentants du personnel ainsi que, le cas échéant, le choix du scrutin de liste ou de sigle en application du troisième alinéa de l'article 13 du décret du 15 février 2011 précité sont fixés par la décision de

création du comité technique après avis du comité technique mentionné au V de l'article 28 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République.

« Le nombre de représentants du personnel titulaires ne peut être inférieur à trois, auquel s'ajoute un nombre égal de suppléants.

« Art. R. 114-60. – Le comité technique d'établissement est présidé par le directeur du centre. Il peut être coprésidé par le représentant de la région.

« En cas d'empêchement du directeur du centre, celui-ci désigne son représentant parmi les fonctionnaires du centre exerçant auprès de lui des fonctions de responsabilité. Il en est fait mention au procès-verbal de la réunion.

« Art. R. 114-61. – Sont électeurs pour la désignation des représentants du personnel au sein du comité technique l'ensemble des fonctionnaires titulaires et stagiaires et des agents contractuels de droit public et de droit privé exerçant leurs fonctions dans le périmètre du centre pour lequel il est institué.

« Art. R. 114-62. – Pour chaque comité dont la composition est établie selon un scrutin de sigle en application de l'article 13 du décret du 15 février 2011 précité, une décision du directeur du centre fixe la liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants ainsi que le nombre de sièges auxquels elles ont droit et impartit un délai pour la désignation des représentants qui ne peut être inférieur à quinze jours et supérieur à trente jours.

« Art. R. 114-63. – Le comité technique est consulté sur les questions et décisions relatives :

« 1° A l'organisation et au fonctionnement du centre ;

« 2° A la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ;

« 3° Aux évolutions technologiques et de méthodes de travail du centre et à leur incidence sur les personnels ;

« 4° Aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire et des critères de répartition correspondants applicables aux agents rémunérés sur le budget du centre ;

« 5° A la formation et au développement des compétences et qualifications professionnelles des agents rémunérés sur le budget du centre ;

« 6° A l'insertion professionnelle ;

« 7° A l'égalité professionnelle, à la parité et à la lutte contre toutes les discriminations ;

« 8° A l'hygiène, à la sécurité et aux conditions de travail, en l'absence de comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail mentionné à la sous-section 3 de la présente section.

« Le comité technique bénéficie du concours du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail, mentionné à la sous-section 3 de la présente section, dans les matières relevant de sa compétence. Il peut le saisir de toute question. Il examine en outre les questions dont il est saisi par ce comité.

« Les incidences sur la gestion des emplois des principales décisions à caractère budgétaire font l'objet d'une information du comité technique.

« Le comité technique reçoit communication et débat du bilan social du centre auprès duquel il a été créé. Ce bilan est établi annuellement. Il indique les moyens, notamment budgétaires et en personnel, dont dispose ce centre et comprend toute information utile aux compétences du comité technique.

« Art. R. 114-64. – Les agents contractuels des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive, exerçant des missions qui sont de la compétence de l'Etat, en application des articles L. 114-2 et L. 114-4, relèvent des commissions consultatives paritaires créées dans les conditions prévues par l'article 1-2 du décret n° 86-83 du 17 janvier 1986 relatif aux dispositions générales applicables aux agents non titulaires de l'Etat pris pour l'application de l'article 7 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

« Les agents contractuels des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive, exerçant des missions qui sont de la compétence de la région, en application des articles L. 114-3 et L. 114-5, relèvent des commissions consultatives paritaires créées dans les conditions prévues par l'article 136 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

« Sous-section 2

« Conditions d'exercice du droit syndical dans les centres de ressources, d'expertise et de performance sportive

« Art. R. 114-65. – Les dispositions du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique sont applicables aux agents relevant de la fonction publique de l'Etat représentés au comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés de la jeunesse et des sports, sous réserve des dispositions de la présente sous-section.

« Les dispositions du décret n° 85-397 du 3 avril 1985 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique territoriale sont applicables aux agents relevant de la fonction publique territoriale représentés au comité technique de la région, sous réserve des dispositions de la présente sous-section.

« Art. R. 114-66. – Sont considérées comme représentatives au sens des articles 3, 3-1 et 5 du décret du 28 mai 1982 précité, d'une part les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au sein du comité technique du centre de ressources, d'expertise et de performance sportive concerné, d'autre part les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au sein du comité technique ministériel placé auprès des ministres chargés de la jeunesse et des sports.

« Sont considérées comme représentatives au sens des articles 3, 4-1 et 6 du décret du 3 avril 1985 précité, d'une part les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au sein du comité technique du centre concerné, d'autre part les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale.

« L'ensemble des syndicats affiliés à une même union se voient attribuer un même local.

« Art. R. 114-67. – Les contingents d'autorisations d'absence et de décharges d'activité de service mentionnés aux 1° et 2° de l'article 12 du décret du 3 avril 1985 précité sont calculés pour chaque organisation syndicale représentative du comité technique de la région concernée.

« *Sous-section 3*

« *Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail*

« Art. R. 114-68. – Les dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique sont applicables aux centres de ressources, d'expertise et de performance sportive, sous réserve des dispositions de la présente sous-section.

« Art. R. 114-69. – Par délibération du conseil d'administration, il est créé au sein de chaque centre de ressources, d'expertise et de performance sportive un comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail placé auprès du directeur du centre.

« Art. R. 114-70. – Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail comprend outre le directeur, un représentant de la région désigné par le président du conseil régional, le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines et des représentants du personnel.

« Le nombre de représentants du personnel est fixé par la décision de création du comité après avis du comité technique de l'établissement. Ces représentants titulaires ont un nombre égal de suppléants.

« En outre, lors de chaque réunion du comité, le directeur est assisté en tant que de besoin par le ou les représentants du centre exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité.

« Le médecin de prévention au sens du décret du 28 mai 1982 précité et le médecin de prévention au sens du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale sont informés des réunions du comité, de leur ordre du jour, et peuvent y assister. Ce dernier peut, après information préalable du directeur du centre par la région, accéder au centre pour toutes questions d'ordre médical ou liées aux conditions de travail concernant les agents de la région.

« L'inspecteur santé et sécurité au travail au sens du décret du 28 mai 1982 précité et l'agent chargé des fonctions d'inspection dans le domaine de la santé et de la sécurité au sens du décret du 10 juin 1985 précité, sont informés des réunions du comité, de leur ordre du jour, et peuvent y assister. Ce dernier peut, après information préalable du directeur du centre par la région, visiter les locaux dudit centre.

« L'assistant ou le conseiller de prévention désigné par le directeur du centre peut également assister aux réunions du comité.

« La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans. Elle peut être réduite ou prorogée afin de tenir compte de la date du renouvellement général des instances dans la fonction publique.

« Art. R. 114-71. – La liste des organisations syndicales habilitées à désigner des représentants ainsi que le nombre de sièges auxquels elles ont droit sont arrêtés, proportionnellement au nombre de voix obtenues lors de l'élection ou de la désignation des représentants du personnel au sein du comité technique, par décision du directeur.

« Cette décision impartit un délai pour la désignation des représentants du personnel.

« Art. R. 114-72. – La désignation par le directeur du centre, chef de service au sens du décret du 28 mai 1982 précité, d'un assistant de prévention et, le cas échéant, d'un conseiller de prévention parmi les personnels du centre relevant des services de la région est soumise à l'avis conforme du président du conseil régional.

« Art. R. 114-73. – Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail exerce les missions et attributions prévues par le décret du 28 mai 1982 précité à l'égard de l'ensemble du personnel du centre de ressources, d'expertise et de performance sportive placé sous l'autorité de son directeur en application du I de l'article L. 114-16 du présent code.

« Art. R. 114-74. – Le comité est coprésidé par le directeur du centre et le représentant du conseil régional.

« En cas d'empêchement du directeur, celui-ci désigne son représentant parmi les fonctionnaires du centre exerçant auprès de lui des fonctions de responsabilité. Il en est fait mention au procès-verbal de la réunion.

« Un agent chargé, par les autorités auprès desquelles le comité est placé, du secrétariat administratif assiste aux réunions.

« Le secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail est désigné par les représentants du personnel en leur sein. Lors de la désignation du secrétaire, est également fixée la durée de son mandat. Le règlement intérieur détermine les modalités de sa désignation. Il est consulté préalablement à l'élaboration de l'ordre du jour.

« Après chaque réunion, il est établi un procès-verbal comprenant le compte rendu des débats et le détail des votes. Ce document est signé par les présidents et par le secrétaire, puis transmis dans le délai d'un mois aux membres du comité. Ce procès-verbal est soumis à l'approbation du comité lors de la séance suivante.

« *Art. R. 114-75.* – Les agents chargés des fonctions d’inspection en matière de santé et de sécurité du travail dans les centres sont des inspecteurs rattachés à l’inspection générale du ministre chargé des sports, exerçant leurs missions dans les conditions prévues à l’article 5-1 du décret du 28 mai 1982 précité.

« Toutefois, le conseil d’administration peut proposer au président du conseil régional de désigner des agents chargés d’assurer, seuls ou conjointement avec les services de l’Etat, une mission d’inspection dans les conditions prévues à l’article 5 du décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l’hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu’à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale.

« Le directeur soumet la délibération du conseil d’administration au président du conseil régional et en informe le ministre chargé des sports. »

Dispositions de coordination

Art. 2. – I. – L’intitulé du chapitre II du titre I^{er} du livre I^{er} de la partie réglementaire du code du sport est complété par les mots suivants : « et locaux ».

II. – L’article D. 112-3 du code du sport est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. D. 112-3.* – I. – Les établissements publics nationaux de formation sont :

« 1° L’Institut national du sport, de l’expertise et de la performance ;

« 2° L’Institut français du cheval et de l’équitation ;

« 3° L’Ecole nationale des sports de montagne ;

« 4° L’Ecole nationale de voile et des sports nautiques.

« Ils exercent leurs attributions dans les conditions prévues au chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre II.

« II. – Les établissements publics locaux de formation dans les domaines du sport, de la jeunesse et de l’éducation populaire sont les centres de ressources, d’expertise et de performance sportive.

« Ils exercent leurs attributions dans les conditions prévues au chapitre IV du titre I^{er} du livre I^{er}. »

III – les dispositions de la sous-section 5 de la section 1 du chapitre I^{er} du titre I^{er} du livre II de la partie réglementaire du code du sport sont abrogées.

Art. 3. – I. – A la sous-section 2 de la section 5 du chapitre IV du titre II du livre I^{er} de la deuxième partie de la partie réglementaire du code général de la propriété des personnes publiques, il est inséré un article R. 2124-77 ainsi rédigé :

« *Art. R. 2124-77.* – Les conditions d’attribution de concessions de logement par les régions aux personnels de l’Etat employés dans les centres de ressources, d’expertise et de performance sportive sont fixées par les dispositions des articles R. 114-42 à R. 114-56 du code du sport. »

II. – L’article 2 du décret du 30 décembre 2015 susvisé est complété par deux alinéas ainsi rédigés :

« IV. – Le préfet de région ou, par délégation, le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale contrôle la légalité des actes des centres de ressources, d’expertise et de performance sportive transmis en application du II de l’article R. 114-13 du code du sport.

« Le directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale assure le contrôle budgétaire des actes des centres de ressources, d’expertise et de performance sportive transmis en application des articles R. 114-17 et R. 114-18, du dernier alinéa de l’article R. 114-22 et de l’article R. 114-37 du code du sport. »

Dispositions transitoires et finales

Art. 4. – Dans toutes les dispositions réglementaires en vigueur, les mots : « centre de ressources, d’expertise et de performance sportives » sont remplacés par les mots : « centre de ressources, d’expertise et de performance sportive ».

Art. 5. – Les directeurs, directeurs adjoints, secrétaires généraux, agents comptables, les autres personnels fonctionnaires et les agents contractuels, précédemment affectés aux centres de ressources, d’expertise et de performance sportives, sont affectés aux centres de ressources, d’expertise et de performance sportive à la date d’entrée en vigueur du présent décret.

Art. 6. – Les directeurs des centres de ressources, d’expertise et de performance sportive organisent les élections aux conseils d’administration des représentants du personnel, des sportifs et des stagiaires, mentionnés au 4° de l’article R. 114-4 du code du sport, dans un délai de six mois à compter de la date d’entrée en vigueur du présent décret.

Art. 7. – Les règlements intérieurs applicables à la date d’entrée en vigueur du présent décret restent applicables jusqu’à l’adoption, par les conseils d’administration composés comme prévu à l’article R. 114-4 du code du sport, des règlements intérieurs mentionnés au 4° de l’article R. 114-10 du même code.

Les conseils de la vie du sportif et du stagiaire en fonction à la date d’entrée en vigueur du présent décret demeurent en fonction jusqu’à l’installation des nouveaux conseils de la vie du sportif et du stagiaire mentionnés aux articles R. 114-14 et R. 114-15 du code du sport.

L’installation des comités techniques et des comités d’hygiène, de sécurité et des conditions de travail, composés comme prévu aux articles R. 114-59 et R. 114-70 du code du sport, aura lieu à l’occasion du prochain

renouvellement général des instances représentatives du personnel de la fonction publique suivant l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 8. – Jusqu'à la mise en place du régime financier et comptable défini par le présent décret, qui interviendra à compter de l'exercice 2017, le budget initial, le ou les budgets rectificatifs et le compte financier, relatifs à l'exercice 2016, des centres de ressources, d'expertise et de performance sportive restent présentés selon le régime applicable à ces organismes avant l'entrée en vigueur du présent décret, nonobstant l'application des dispositions du titre III du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique visées aux articles 220 à 228 et au II de l'article 230 de ce décret.

Les comptes financiers relatifs à l'exercice 2015 sont établis par les agents comptables en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret. En application du V de l'article 28 de la loi du 7 août 2015 susvisée et par dérogation à l'article 212 du décret du 7 novembre 2012 précité, ils sont approuvés, au cours de l'exercice 2016, soit par les conseils d'administration institués avant le 1^{er} mars 2016, soit par les conseils d'administration composés comme prévu à l'article R. 114-4 du code du sport.

Art. 9. – En l'absence de changement dans la situation ayant justifié leur attribution, les agents auxquels il a été accordé une concession de logement antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent décret en conserve le bénéfice jusqu'à l'entrée en vigueur des arrêtés prévus à l'article R. 114-53 du code du sport. Ces concessions demeurent régies par les dispositions du décret n° 2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logements.

Art. 10. – Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} mars 2016.

Art. 11. – Le ministre des finances et des comptes publics, le ministre de l'intérieur, la ministre de la décentralisation et de la fonction publique, le ministre de la ville, de la jeunesse et des sports, le secrétaire d'Etat chargé du budget, le secrétaire d'Etat chargé de la réforme territoriale et le secrétaire d'Etat chargé des sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 11 février 2016.

MANUEL VALLS

Par le Premier ministre :

*Le ministre de la ville,
de la jeunesse et des sports,*
PATRICK KANNER

*Le ministre des finances
et des comptes publics,*
MICHEL SAPIN

Le ministre de l'intérieur,
BERNARD CAZENEUVE

*La ministre de la décentralisation
et de la fonction publique,*
MARYLISE LEBRANCHU

*Le secrétaire d'Etat
chargé du budget,*
CHRISTIAN ECKERT

*Le secrétaire d'Etat
chargé de la réforme territoriale,*
ANDRÉ VALLINI

*Le secrétaire d'Etat
chargé des sports,*
THIERRY BRAILLARD